



Lutte Ouvrière

**Face à la faillite du capitalisme,
construire
un parti ouvrier,
communiste,
révolutionnaire**



Travailleuses, travailleurs,

Pour des millions de femmes et d'hommes des classes populaires, la vie est de plus en plus dure.

Comment payer son loyer ou remplir son chariot au supermarché avec un salaire ou une pension de retraite trop faibles et des prix qui flambent ? Comment trouver un logement ? Comment tenir au travail jusqu'à 64 ans voire plus alors que le boulot est de plus en plus dur ? Comment trouver un médecin ou être pris en charge aux Urgences alors que les déserts médicaux se multiplient et que les hôpitaux sont débordés ?

Des millions de personnes ont voté lors des dernières élections en espérant qu'un changement de gouvernement améliore, ne serait-ce qu'un peu, leur vie quotidienne. Mais dans tous les pays, qu'ils soient de gauche, du centre, de droite ou d'extrême droite, les gouvernements mènent la guerre sociale contre ceux qui produisent tout.



Partout ils rallongent le temps de travail, repoussent l'âge de la retraite, bloquent les salaires alors que les prix flambent, réduisent ou suppriment les indemnités des chômeurs, remettent en cause les droits des travailleurs immigrés. Partout ils taillent dans les budgets des écoles ou de la santé, mais ils dépensent des dizaines de milliards pour produire des engins de guerre.

Cela ne dépend pas de la couleur politique des gouvernements au pouvoir.

Cette politique résulte des exigences des groupes capitalistes qui dominent l'économie et veulent augmenter coûte que coûte leurs profits. Ils se livrent entre eux une concurrence de plus en plus féroce. Ces rivalités se transforment de plus en plus en guerre ouverte, avec ses destructions et ses horreurs, menaçant le monde d'une nouvelle guerre mondiale.

Si la société s'enfonce dans la crise et l'instabilité, c'est la conséquence du fonctionnement du système capitaliste. Le chaos politique hérité de la dissolution surprise de l'Assemblée par Macron et l'absence de majorité pour gouverner ne sont qu'un reflet de cette crise profonde.

Il n'y a ni bon gouvernement ni bon parlement

Après le 7 juillet, ceux des travailleurs qui craignaient l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national, avec sa politique de division et de racisme, se sont sentis soulagés par le score du Nouveau Front populaire (NFP).

Ce soulagement sera bref. La nouvelle Assemblée étant divisée en trois blocs, sans qu'aucun n'ait de majorité absolue, les tractations entre les divers partis politiques, unis pour contrer le RN mais rivaux et concurrents, ont démarré sans délai, à la recherche d'un Premier ministre et d'une majorité parlementaire.

Un gouvernement finira par sortir de ces tripatouillages. Mais, même s'il compte une majorité de ministres de la gauche, il mènera forcément une politique aussi antiouvrière que celle de Macron.

Pendant la campagne, le NFP a promis, s'il accédait au pouvoir, d'annuler la retraite à 64 ans imposée à coups de trique par Macron et Borne, de porter le Smic à 1 600 euros ou encore de bloquer les prix de l'énergie. Ces mesures sont loin de suffire aux classes populaires, mais la bourgeoisie ne veut pas en entendre parler, car il n'est pas question pour elle de renoncer à la moindre part de ses profits.

Pour la contraindre à céder, il faudra que les travailleurs les imposent par des luttes sociales. Mais cela les partis de gauche le redoutent autant que ceux de droite. Alors, comme elle l'a fait à chacun de ses passages au gouvernement, cette gauche ne pourra que renier une nouvelle fois ses promesses. Pour le justifier, elle invoquera les nécessaires compromis avec ses futurs alliés.



*Le NFP,
Hollande
compris -
SIPA - La
Montagne*

En prenant le nom de Nouveau Front populaire, la gauche a voulu faire référence à l'année 1936 où les travailleurs ont obtenu les congés payés et la semaine de 40 heures.

Mais contrairement au mythe inventé par les partis de gauche, ces droits n'ont pas été octroyés par le gouvernement de Front populaire. Ils ont été arrachés par une des grèves générales les plus puissantes que le pays a connu et une vague d'occupations d'usines. C'est parce qu'il craignait de tout perdre que le patronat de l'époque a accordé ces congés payés, qui n'étaient même pas dans le programme du Front populaire.

Ouvriers grévistes à Renault Billancourt en 1936 - BNF



Face à l'évolution réactionnaire, face à la violence raciste, sauvons-nous nous-mêmes

Beaucoup d'électeurs ont voté pour le NFP, sans illusion sur son programme, mais pour faire barrage aux idées xénophobes du RN.

Même sans majorité absolue à l'Assemblée, le poids politique du RN et son influence dans la société n'ont jamais été aussi élevés, avec 10,5 millions de voix recueillies par l'extrême droite au 1^{er} tour des législatives.

Quand, au fil des mois, le ou les prochains gouvernements montreront qu'ils n'ont à offrir aux travailleurs que des coups et de nouveaux reculs, le RN, transformé en paria par les autres partis, pourra tirer les marrons du feu, profitant de sa fausse image de parti antisystème.

Parallèlement et sous la pression de l'extrême droite, les partis au pouvoir continueront leur démagogie contre les étrangers, comme ils le font depuis des années. Ils désigneront les travailleurs immigrés, ou les pauvres qu'ils traitent d'assistés, comme boucs émissaires pour détourner l'attention des coups portés à l'ensemble des travailleurs.

La dernière loi Asile et immigration, qui reprend les propositions du RN, n'a pas été imposée par Le Pen et Bardella, mais par Macron et Darmanin.

Les flics, qui pourrissent déjà la vie de nos camarades noirs et arabes, n'hésiteront pas à leur faire payer la défaite de leur parti préféré. Tous ceux qui ont la gâchette facile et se sentent autorisés à tuer à chaque délit de fuite continueront à le faire. Quant aux agressions racistes ou visant des militants, qui se sont multipliées au moment où les plus haineux ont cru que le RN allait gagner les élections, elles se poursuivront.

Face à ces agressions, il serait naïf de penser que la police et la justice nous protégeront, comme le répètent les politiciens de gauche et les dirigeants syndicaux, qui n'ont que les « valeurs républicaines » à la bouche. La police est gangrenée par le racisme.

Quant à la justice, il faut rappeler comment elle a distribué les mois et les années de prison aux jeunes qui ont participé aux émeutes de l'été 2023 après l'assassinat de Nahel par un policier. Les juges sont rarement du côté des jeunes des quartiers populaires ou des étrangers quand ils sont pauvres. La justice est une justice de classe.

Pour se protéger des agressions racistes, pour défendre ceux des nôtres qui seront attaqués, nous les travailleurs ne pourrons compter que sur nous-mêmes. Il va falloir apprendre à nous organiser, à l'échelle de nos entreprises ou de nos quartiers, pour nous défendre physiquement, en ne comptant que sur nos propres forces.

Manifestation contre la loi Darmanin, à Paris, en février 2024 - LO



Le RN, un parti propatronal qui divise les travailleurs

Une autre fraction des classes populaires a voté pour le RN, pour chasser Macron tout en rejetant cette gauche qui les a trahis tant de fois.

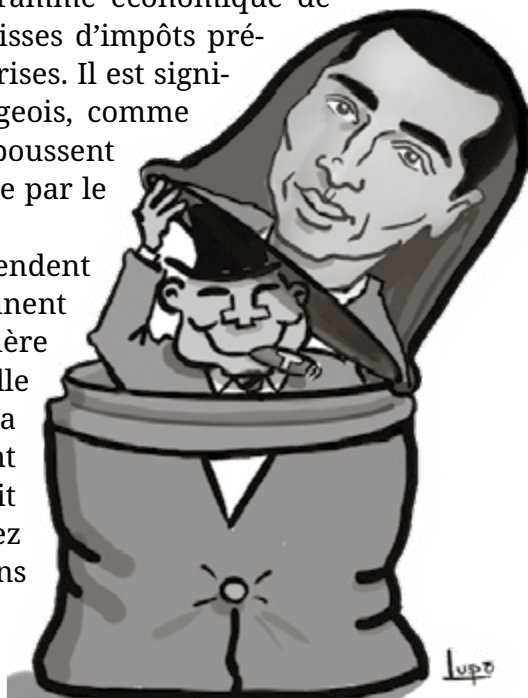
Le RN leur apparaît comme un parti qui parle de leurs problèmes, la fermeture des services publics, la vie chère ou l'insécurité. Il apparaît comme celui « qu'on n'a jamais essayé » et qui pourrait « donner un coup de pied dans la fourmilière ».

C'est une grave erreur.

S'il finit par gouverner, dans quelques mois ou quelques années, le RN s'aplatira lui aussi devant les riches et les capitalistes. On l'a vu entre les deux tours des élections, quand Bardella se préparait à entrer à Matignon : pour montrer à la bourgeoisie qu'il était un parti docile et responsable, il a reporté à la Saint-Glinglin l'abrogation de la loi sur la retraite à 64 ans et la baisse de la TVA promise sur l'énergie et les produits de première nécessité.

Reprenant l'essentiel du programme économique de Macron, le RN a confirmé les baisses d'impôts prévues pour les riches et les entreprises. Il est significatif que certains grands bourgeois, comme le milliardaire Vincent Bolloré, poussent à une alliance des droites illustrée par le ralliement de Ciotti au RN.

Beaucoup d'électeurs du RN défendent la préférence nationale. Ils reprennent cette idée lancée pour la première fois par la gauche selon laquelle « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Ils reprennent l'idée selon laquelle il n'y aurait pas assez de logements, pas assez de places à la crèche, de médecins ou de lits dans les hôpitaux.



Mais croire que les économies faites sur le dos des étrangers, des sans-papiers, des « assistés » comme disent les politiciens, leur permettront de mieux vivre est une grave erreur. Ce n'est pas parce que l'Aide médicale d'État sera supprimée pour les étrangers que les autres travailleurs seront mieux soignés. Ce n'est pas en coupant le budget des associations qui donnent des cours de français que les écoles auront plus de moyens. Ce n'est pas en instaurant la préférence nationale dans les HLM que cela fera surgir de terre les logements sociaux qui manquent.

Le plus grave dans l'influence du RN au sein de la classe ouvrière, c'est la division qu'elle sème à un moment où le monde du travail a besoin de son unité.

Avoir à ses côtés des ouvriers plus écrasés que soi n'a jamais fait avancer les intérêts des travailleurs. C'est même l'inverse. Moins les travailleurs étrangers auront de droits, plus l'ensemble de la classe ouvrière reculera parce que ce sera un nouveau moyen de pression pour le patronat.

Une instabilité politique durable

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale parce qu'il ne disposait pas d'une majorité pour faire passer ses lois, Macron aura surtout réussi à prolonger et à aggraver l'instabilité politique.

Cette instabilité ne résulte pas des petits calculs politiques à court terme d'un Macron ni des manœuvres des partis qui se partagent le pouvoir depuis des décennies pour empêcher le RN de les remplacer. Elle résulte de l'usure du système parlementaire sur fond de crise de l'économie capitaliste.

Avec plus ou moins de succès selon les époques, la bourgeoisie des pays riches a mis en place un système d'alternance gouvernementale qui permet de remplacer, quand il est trop usé au pouvoir, un parti dévoué à ses intérêts par un autre tout aussi dévoué.

Ainsi en France, pendant des décennies, la droite et la gauche ont alterné à l'Élysée ou à Matignon. Quand la droite était trop haïe par les classes populaires, elle laissait la place à la gauche. De Mitterrand et Chirac à Sarkozy et Hollande, cette alternance s'est faite sans trop de heurts.

Toulouse - Manifestation de la jeunesse le 9 mars 2016 contre la loi Travail - 20 minutes.fr



Mais pour que la démocratie fasse illusion, il faut que les gouvernements aient quelques miettes à distribuer. Dans une période où le chômage est massif, où le niveau de vie des classes populaires se dégrade, où le patronat attaque sans cesse les conditions d'existence de ceux qui font fonctionner la société, les gouvernements n'ont que des coups à donner aux travailleurs. Alors les politiciens s'usent de plus en plus vite.

Les partis de gauche, dont la classe ouvrière constituait la base électorale, ont exercé le pouvoir en alternance pendant quarante ans. L'un après l'autre, Mitterrand, Jospin ou Hollande ont trahi leurs promesses et se sont soumis aux exigences de la finance et des capitalistes. Cette gauche a fini par se discréditer complètement.

Mis en orbite politique par de grands bourgeois en 2017, le banquier Macron a offert un petit répit à la démocratie bourgeoise. Celui-ci aura été de courte durée.

Quelle que soit la solution que la bourgeoisie française trouvera pour gérer son système, qui est en train de pourrir sur pied, ce sera une arme contre les travailleurs.

Le véritable pouvoir appartient aux capitalistes

Pendant que les dirigeants politiques se disputent pour savoir qui va former un gouvernement, ceux qui ont le véritable pouvoir poursuivent leurs affaires.

Car les vrais maîtres de la société sont ceux qui détiennent les capitaux. Quelques milliardaires de la finance et de l'industrie comme le Français Bernard Arnault ou l'Américain Elon Musk, quelques milliers de capitalistes dans le monde, ont plus de poids sur l'économie que les députés et les présidents élus, y compris celui des États-Unis. Ils possèdent les grandes entreprises de production, de transports, de distribution et surtout les banques.

Nos emplois, nos salaires, nos horaires de travail, nos jours de congés et même notre santé dépendent de ce grand patronat qui exploite notre travail. Quand un capitaliste décide de fermer une usine ou un magasin, les gouvernements crient parfois mais finissent toujours par l'entériner. Quand un patron refuse d'appliquer une loi favorable aux travailleurs, le gouvernement n'envoie pas sa police pour la faire respecter.

Bernard Arnault et Emmanuel Macron - Jacques Witt REA



À l'inverse les capitalistes dictent leurs exigences aux gouvernements. Ils exigent que les budgets des États soient mis à leur disposition. C'est pourquoi les droits des travailleurs sont attaqués, le temps de travail rallongé, la retraite repoussée, le montant des salaires et des pensions bloqué, les allocations chômage réduites.

Résultat, les fortunes des actionnaires s'accroissent en dégradant sans cesse les conditions d'existence des travailleurs. Ainsi ceux du groupe automobile Stellantis touchent 18 millions d'euros de dividendes, chaque jour qui passe. Ainsi Bernard Arnault, propriétaire du groupe de luxe LVMH, l'homme le plus riche du monde, gagne le Smic mensuel toutes les 15 secondes !

Pour permettre aux actionnaires de se gaver, les ouvriers de Stellantis gagnent péniblement 1 800 euros par mois en se levant à 4 heures du matin et en s'esquintant la santé ! Les couturières qui fabriquent en sous-traitance des sacs de luxe Louis Vuitton à 4 ou 5 000 euros pièce, gagnent 1 500 ou 1 600 euros par mois !

Tant que la grande bourgeoisie régnera sur la société, elle continuera d'imposer du sang et des larmes aux travailleurs, et tous les gouvernements à son service l'y aideront.

La crise et la dictature de la finance

L'économie capitaliste va de crise en crise. La grande bourgeoisie recherche le profit le plus élevé, le plus vite possible, quelles qu'en soient les conséquences pour la société.

Ceux qui possèdent les capitaux ne les investissent pas dans les secteurs les plus utiles mais les plus rentables.

Ainsi le laboratoire pharmaceutique Sanofi ne produit pas les médicaments ou les vaccins les plus vitaux pour l'humanité, mais ceux qui rapporteront le plus d'argent. Et tant pis si des médicaments aussi basiques que le paracétamol ou l'amoxicilline se retrouvent en rupture dans les pharmacies !

La majorité des capitaux n'est pas investie dans la production, elle est placée dans la finance. Prêter contre un intérêt élevé, acheter et revendre des actions, monter des opérations financières de plus en plus complexes, spéculer sur toutes sortes de supports, y compris le blé ou l'eau, voilà le sport favori de la grande bourgeoisie.

La finance est devenue un cancer qui ronge toute l'économie.

Des milliers de petites et moyennes entreprises, endettées et prises à la gorge par l'inflation qui réduit la consommation, sont aujourd'hui menacées de faillite. Des petits patrons risquent

d'être ruinés et leurs salariés d'être jetés au chômage.

À travers la dette publique, la finance a pris le contrôle des États. Tous, à commencer par les États-Unis, le plus riche d'entre eux, sont endettés dans des proportions ahurissantes. Ainsi la dette

de l'État français dépasse-t-elle les 3 000 milliards d'euros. Elle a grimpé de 1 000 milliards sous Macron, sous prétexte de faire face au Covid, de financer la transition énergétique ou de la guerre en Ukraine.



Cette dette publique ne profite pas à la population. Elle ne sert pas d'abord à construire de nouvelles infrastructures, écoles ou hôpitaux. Elle profite aux industriels arrosés de subventions publiques et aux marchands d'armes.

Elle profite surtout aux financiers : chaque année ils encaissent plus de 42 milliards d'euros d'intérêts versés par le gouvernement français. Pour les banquiers, prêter aux États, c'est s'assurer un profit régulier sans réaliser le moindre investissement et sans prendre de risque.

C'est une rente perpétuelle sans limite et sans fin !

La dette est devenue le prétexte de tous les gouvernements pour justifier des coupes massives dans les services utiles à la population. Les milieux financiers mettent la pression sur le prochain gouvernement français en exigeant qu'il respecte « l'orthodoxie budgétaire », autrement dit qu'il réserve le budget de l'État aux capitalistes.

La dette publique ne profite qu'aux capitalistes, c'est à eux de la payer.

Pour que les travailleurs cessent d'être étranglés par le nœud coulant de la dette, ils n'auront pas d'autres voies que d'exproprier les banquiers sans indemnité ni rachat !

Le capitalisme, c'est la guerre

La guerre économique entre les capitalistes des différents pays est de plus en plus dure car les marchés solvables sont limités et que chacun cherche à avoir le monopole des matières premières. Ces rivalités économiques se traduisent de plus en plus par des guerres militaires.

La guerre n'a jamais cessé en Afrique comme dans l'est de la République démocratique du Congo, région riche en minerais. Elle fait rage au Moyen-Orient, où l'armée israélienne, bras armé des puissances occidentales dans cette région stratégique riche en pétrole, a transformé Gaza en un cimetière et un champ de ruines. En Europe, une guerre où se mêlent les tranchées de 1914 et les drones du 21^e siècle détruit l'Ukraine.



Réfugiés congolais fuyant une zone de combat en direction de Goma, en février 2024 - Arlette Bashizi Reuters

La confrontation ne cesse de monter entre d'un côté la Chine, puissance économique montante qui essaye de se tailler une place dans l'économie mondiale, et les États-Unis, première puissance impérialiste du monde, qui veut conserver sa suprématie. Le monde marche vers une nouvelle guerre générale.

Si la France n'est pas ouvertement en guerre, ministres et hauts gradés préparent les esprits depuis des mois à la perspective d'une guerre dite de haute intensité.

Tous les partis nous parlent de « défendre les intérêts de la France », mais les intérêts de la France, cela n'a rien à voir avec les intérêts des exploités et des pauvres. Les intérêts de la France, ce sont les intérêts des Bolloré, des Pinault, des Michelin... pour accéder aux marchés ou aux matières premières.

Une telle guerre, quel que soit le prétexte initial invoqué, la défense d'un petit pays agressé par son puissant voisin ou la défense de la démocratie face à un dictateur, sera une guerre des puissances qui dominent le monde, États-Unis en tête, pour conserver leur suprématie.

Cette guerre ne sera pas celle des classes populaires, des exploités. Ceux-là seront envoyés croupir dans des tranchées, se terrer dans des abris, mourir ou se faire amputer pour que les Stellantis, Total ou Dassault éjectent leurs concurrents.

Alors, il faudra des femmes et des hommes pour dire haut et fort que cette guerre n'est pas la leur. Que l'ennemi principal est dans notre propre pays !

Les travailleurs font tourner la société, à eux de la diriger!

Face aux menaces qui montent de toutes parts, face au gâchis de richesses, de travail et d'intelligence humaine, face au chaos engendré par la domination des capitalistes sur la société, comment agir pour enrayer la catastrophe ?

Face à l'irresponsabilité de la bourgeoisie dont la seule morale est « après moi le déluge ! », aucune élection ne suffira. Il faut qu'agissent collectivement, directement, ceux sur qui repose toute la société.

Les travailleurs, ouvriers, employés, techniciens, conducteurs, maçons, magasiniers, infirmiers, enseignants, dockers, marins, ingénieurs, sont à la base de tout. Sans eux la société s'arrêterait immédiatement de fonctionner. Sans maçons, sans électriciens, sans cuisiniers, sans employés de l'hôtellerie, sans conducteurs de métro, sans agents de sécurité, pas de Jeux Olympiques.

Même les guerres ne peuvent avoir lieu sans ouvriers et techniciens pour produire des canons ou des avions, sans cheminots ou camionneurs pour transporter le matériel, sans travailleurs du secteur énergétique pour raffiner de l'essence et produire de l'électricité.



Demain, même s'il n'y a pas de gouvernement durable, la société continuera de tourner car nous, travailleurs, en sommes la base.

Sans la classe ouvrière constituée par des travailleurs venus des quatre coins du monde, la grande bourgeoisie ne pourrait rien faire, il n'est même pas sûr qu'elle saurait se faire à manger et nettoyer ses toilettes !

Dans les entreprises, sans travailleurs, il n'y aurait pas de profit créé ni de capital accumulé. Ce rôle central dans l'économie leur donne un immense pouvoir. Dès qu'ils entrent en lutte pour leurs intérêts, leur salaire, leurs conditions de travail, leur emploi... ils se heurtent au pouvoir de la classe capitaliste.

La classe ouvrière n'est pas seulement la mieux placée pour mener le combat, elle est la seule capable de transformer la société car c'est elle qui la fait déjà tourner. Elle pourrait la faire fonctionner, demain, sans les parasites que sont les capitalistes !

Elle est porteuse d'une nouvelle organisation : une économie fondée sur la gestion collective des grands moyens de production.

Retrouver la conscience de classe

Cette perspective paraît utopique aujourd'hui tant les travailleurs ont perdu la conscience qu'ils représentent une force immense et la conscience que la société se coupe en deux camps inconciliables. Il y a d'un côté ceux qui produisent toutes les richesses et de l'autre ceux qui tirent leurs profits de l'exploitation.

Cette conscience de classe existait dans le passé. Elle avait été diffusée par des militants politiques, ouvriers ou intellectuels, regroupés dans des partis et des Internationales. Il y a plus d'un siècle, les militants du Parti socialiste puis ceux du Parti communiste, à travers des luttes petites ou grandes, gagnées ou perdues, avaient fait émerger cette conscience au sein du monde du travail.

Mais en s'intégrant dans l'État et ses institutions, au fur et à mesure qu'ils ont renoncé à renverser la dictature du capital, les partis de gauche et les organisations syndicales ont démolé cette conscience de classe.

Congrès de fondation du Parti communiste, à Tours, en décembre 1920 - ARC



Ils ont remplacé l'idée que la société est divisée en classes sociales aux intérêts opposés par des mots creux sur le peuple, la nation, la démocratie ou les valeurs républicaines.

À force de « front républicain », les partis de gauche et les syndicats ont appelé les travailleurs à voter pour leurs ennemis, des politiciens qui leur ont porté les coups comme Borne ou Darmanin.

Ils ont remplacé la lutte de classe par la seule perspective électorale, le vote utile et la recherche d'un « sauveur suprême ».

Ils ont remplacé la méfiance instinctive des exploités envers la police, les juges et tout ce qui vient de l'État par des illusions sur la loi, le droit du travail, la négociation et les accords donnant donnant.

Ils n'incriminent plus le grand patronat mais l'Europe, le libre-échange, la mondialisation, contribuant à nourrir le nationalisme et l'idée que les malheurs des travailleurs français viennent des étrangers.

Ils ont remplacé l'internationalisme par le nationalisme, le drapeau rouge par le drapeau bleu blanc rouge.

Finalement le RN n'a eu qu'à récolter les fruits de cette évolution. Et c'est ainsi qu'un parti fondé par des pétainistes et des partisans de l'Algérie française réalise ses meilleurs scores électoraux dans des villes et des régions longtemps dirigées par le PS et le PCF. Un parti ouvertement patronal a fini par incarner le changement aux yeux d'une partie des ouvriers.

Il est urgent de retrouver cette conscience que la société est divisée en deux classes sociales antagonistes et pas en blocs électoraux qui tous, d'une façon ou d'une autre, défendent le système capitaliste.

La lutte de classe ne s'arrête jamais

Mais n'en déplaise à ceux qui les ont enterrées, les classes sociales existent et la lutte de classe ne s'arrête jamais.

Dans cette période de crise aiguë, dans cette période où la rivalité entre groupes capitalistes du monde entier menace de se transformer à n'importe quel moment en guerre généralisée, la bourgeoisie ne fera aucune concession aux travailleurs.

D'une façon ou d'une autre, les attaques, qu'elles viennent du patronat ou du gouvernement, provoqueront des réactions collectives, des manifestations, des grèves, peut-être une explosion sociale. Il faut se préparer à un tourbillon d'événements sociaux, de coups de colère, de mobilisations qui iront dans tous les sens.

Mais comment s'assurer que les travailleurs gardent le contrôle de leurs révoltes ? Pour quels objectifs les travailleurs devront-ils se battre ?

Est-ce que l'objectif sera de remplacer le gouvernement en place par un gouvernement dirigé par Le Pen et le RN, c'est-à-dire de remplacer un gouvernement antiouvrier par un autre à la fois antiouvrier et xénophobe ? Sera-t-il de mettre en place un

Manifestation des salariés de Casino, en décembre 2023 - M.P.



gouvernement dirigé par Mélenchon et LFI, qui n'ont, eux aussi, que les intérêts de la France à la bouche ?

Chacune à sa façon, ces « solutions » seraient des impasses pour les travailleurs.

Si des révoltes sociales explosent, les travailleurs en lutte devront se donner l'objectif, les moyens, l'organisation nécessaire pour imposer entièrement leurs revendications vitales. Ils devront refuser de se satisfaire de quelques concessions vite reprises, mais viser à prendre le contrôle de toute la société et à renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

Pour l'unité entre tous les travailleurs

Dans ces futures luttes inéluctables, il ne faudra pas se laisser diviser entre travailleurs, selon notre statut, nos origines, notre religion ou notre vote aux dernières élections.

Il faudra nous regrouper et nous unir, dans nos entreprises et nos quartiers, parce que notre principale force contre le patronat, c'est notre nombre et notre unité dans la lutte.

Quand les travailleurs entrent en lutte, les différences de langue, de culture ne comptent plus. Dans le combat de classe, les seuls qui apparaissent comme étrangers et ennemis, ce sont les chefs, le patron, l'huissier, les flics, les représentants de l'État.

Quel que soit le pays où ils vivent, tous les travailleurs doivent se battre pour défendre leur droit à vivre dignement d'un travail et d'un salaire. L'exploitation n'a pas de frontières, alors il ne faut pas de frontières entre travailleurs !

Aux haines nationalistes, au racisme qui trouve son pendant dans le communautarisme et aux préjugés de toutes sortes, il faut opposer la conscience internationaliste d'appartenir à la même classe par-delà les frontières ; la conscience d'appartenir à une classe sociale exploitée, mais qui constitue la seule classe porteuse d'un avenir pour toute l'humanité.



Manifestation du 1^{er} mai 2024 - LO

Formuler nos revendications vitales

Dès maintenant, il faut se rassembler entre travailleurs, dans nos entreprises ou dans nos quartiers. Il faut discuter entre nous des mesures qui pourraient vraiment changer notre vie.

► **Augmentation des salaires et indexation sur la hausse des prix**

Face aux prix qui flambent, face aux fins de mois de plus en plus difficiles, nous devons formuler nos besoins et nos revendications.

Quand on discute entre nous de ce qu'il faut pour vivre, tout le monde convient qu'il faudrait 300, 400, 500 euros d'augmentation, et que 2 000 euros de salaire net est un minimum. Eh bien voilà nos exigences !

Et les salaires doivent suivre la hausse des prix. Pas l'inflation officielle, qui sous-estime toujours la réalité, mais la hausse réelle que nous constatons nous-mêmes au supermarché ou à la pompe à essence.

C'est ce que l'on appelle l'indexation des salaires sur l'inflation : quand les prix montent, les salaires, les allocations ou les pensions doivent monter.

**Salaires écrasés,
prix envolés,
emplois supprimés :**

**Ce n'est pas
les frontières
qu'il faut fermer,
c'est les capitalistes
qu'il faut faire
payer !**



► **Embauches massives et répartition du travail entre tous**

Dans nombre d'entreprises, sur chaque poste de travail, il y aurait du boulot pour deux tandis que des travailleurs se désespèrent au chômage à l'extérieur. Il faut recenser les besoins.

Combien d'embauches faut-il dans tel ou tel atelier ? Quel temps de travail pour ne pas finir sur les rotules ? Si nous demandions au personnel des hôpitaux, des Ehpad, de l'éducation, des transports publics d'établir une liste d'embauches dont ils auraient besoin, on arriverait à des centaines de milliers d'emplois à créer tout de suite !

Il faut répartir le travail afin de baisser le temps de travail et la charge de travail pour permettre à tous d'avoir un emploi et un salaire.

► **Contrôle des comptes des entreprises**

Il faut aussi discuter du financement. Cela suppose de savoir ce qu'il y a dans les caisses de notre entreprise. Cela suppose de faire sauter le secret et l'opacité qui règnent. Cela suppose la transparence des comptabilités sous le contrôle des travailleurs.

Il faut arrêter de croire les mensonges de nos patrons, qui prétendent qu'il n'y a pas d'argent pour embaucher les intérimaires, alors qu'ils trouvent toujours des millions pour arroser les actionnaires.

Aucun politicien n'imposera ces mesures de bon sens. Seuls les travailleurs unis et combatifs pourront le faire quand ils se décideront à se révolter. Il n'y a pas le choix, si nous ne voulons pas être sacrifiés, si nous voulons enrayer la catastrophe vers laquelle court la société, il faut que les travailleurs retrouvent la volonté d'agir !

Renverser la dictature du capital

Pour défendre notre avenir, il ne suffira pas de changer de gouvernement. Il ne suffira pas d'obtenir l'abrogation de la retraite à 64 ans ou le Smic à 2000 euros. À quoi nous servira le droit de partir à la retraite à 62 ans si l'on meurt à 20 ans dans une nouvelle guerre ? À quoi servira un salaire indexé sur l'inflation si l'on se retrouve sous les bombes ?

Aucun gouvernement n'enrayera l'évolution inégalitaire, chaotique et destructrice de la société. Aucun gouvernement n'empêchera son évolution nationaliste et guerrière.

Pour défendre notre avenir, il faudra contester le droit de la classe capitaliste à imposer ses diktats sur toute la société, sa capacité à exacerber toutes les divisions pour mieux exploiter notre travail.

Gaza - Après un bombardement israélien dans le camp de Nousseirat, le 8 juin 2024 - UPI Newscom SIPA



Le capitalisme en crise entraîne l'humanité vers la barbarie. Son renversement est une nécessité ! Mais nous ne sommes pas éternellement condamnés à cet ordre bourgeois. Un autre monde est possible et c'est à nous de le construire.

À la propriété privée d'une toute petite minorité de capitalistes, il faut opposer la perspective de la collectivisation des grands moyens de production et des banques.

Au pouvoir politique de la classe bourgeoise, il faut opposer le pouvoir des travailleurs.

Au capitalisme, il faut opposer la perspective révolutionnaire du communisme.

Construire un parti communiste, révolutionnaire, internationaliste

Un tel programme ne pourra prendre corps que lorsque des millions de travailleurs refuseront de se résigner et cesseront de placer leur espoir dans tel ou tel politicien, dans tel ou tel sauveur suprême.

Aucun parti, si radical soit-il, ne peut déclencher une telle révolte sociale. Mais la crise économique et l'instabilité politique peuvent engendrer des explosions sociales qui ouvriront d'immenses possibilités pour la classe ouvrière.

Ces révoltes peuvent être canalisées par des forces réactionnaires, des mouvements fascistes qui les emmèneront dans des impasses sanglantes. À l'inverse, elles peuvent être dirigées par un parti révolutionnaire et déboucher sur un changement durable de la société.

Une course de vitesse est engagée.

C'est pourquoi il est vital que tous ceux qui n'acceptent pas l'ordre social en place et veulent le renverser se regroupent dès maintenant.



Il faut regrouper dans un parti des travailleurs de toutes nationalités et origines derrière un programme défendant leurs intérêts quotidiens et combattant pour le renversement du capitalisme.

Il faut construire un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger ; un parti qui n'aspire pas à fournir de futurs ministres mais qui prépare cette révolution.

Il faut reconstruire un parti qui porte la perspective communiste.

Nous ne repartons pas de zéro. Nous héritons de deux siècles d'un mouvement ouvrier riche de luttes, de succès et d'erreurs, de grandes victoires et d'échecs graves.

Ce parti, il faut le construire dans les entreprises et dans les quartiers autour de noyaux de travailleurs conscients. Autour de travailleurs qui prennent l'habitude de se réunir pour discuter de leurs affaires, pour examiner tous les événements, toutes les crises politiques et la moindre décision gouvernementale en se demandant à chaque fois : où sont nos intérêts ?

**Alors, resserrons les rangs et organisons-nous dans un parti !
Rejoignez-nous !**

10 juillet 2024



Meeting pour les élections législatives, à Paris, le 22 juin 2024 - LO

Sommaire

Travailleuses, travailleurs,	1
Il n'y a ni bon gouvernement ni bon parlement	3
Face à l'évolution réactionnaire, face à la violence raciste, sauvons-nous nous-mêmes	5
Le RN, un parti propatronal qui divise les travailleurs	7
Une instabilité politique durable	9
Le véritable pouvoir appartient aux capitalistes	11
La crise et la dictature de la finance	13
Le capitalisme, c'est la guerre	15
Les travailleurs font tourner la société, à eux de la diriger !	17
Retrouver la conscience de classe	19
La lutte de classe ne s'arrête jamais	21
Pour l'unité entre tous les travailleurs	23
Formuler nos revendications vitales	24
Renverser la dictature du capital	26
Construire un parti communiste, révolutionnaire, internationaliste	28

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :
[Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 PANTIN CEDEX](#)
- par e-mail :
contact@lutte-ouvriere.org

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.



Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.

**Visitez notre site Internet :
www.lutte-ouvriere.org**

